

LA FORCE DE LA PAIX



Volume 2 - N° 047

Mai 2010



HAÏTI DEBOUT

Journée Internationale des Casques bleus des Nations Unies

29 mai 2010

Avançons sur la route de la paix



DÉSASTRE



RÉPONSE



REPRISE



Département de l'information
Département des opérations de maintien de la paix
Département de l'appui aux missions
www.haitistanding.org

EDITORIAL

REPRISE DU CONTENTIEUX: ÉVITER LES DYSFONCTIONNEMENTS AFIN D'ALLER RAPIDEMENT AUX ÉLECTIONS

I est des temps où l'évolution de la sortie de crise ivoirienne donne des raisons d'espérer. C'est le sentiment général qui semble prévaloir après l'annonce de la reprise du contentieux sur la liste dite « grise », entamée le 10 mai sur tout le territoire national.

Un événement qui vient couronner un ensemble de faits, mais aussi de mesures, d'initiatives et de décisions, prises à la fois par les autorités et les principaux acteurs politiques, allant bien sûr dans le sens de l'apaisement.

De fait, le ton avait été donné par le Président Laurent Gbagbo et un des ses principaux concurrents au prochain scrutin, l'ex-Chef de l'Etat, Henri Konan Bédié du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Au plus fort de la dernière crise politique qui avait donné bien du fil à retordre aux Ivoiriens et à la communauté internationale, les deux leaders ont accepté de se parler.

Résultat, la coalition de partis d'opposition du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP), a décidé de lever le mot d'ordre de manifestation le 15 mai, à moins de deux semaines de la première rencontre internationale d'envergure, organisée sur le sol ivoirien depuis le début de la crise, en septembre 2002. Il s'agit, comme vous l'avez deviné, des assemblées de la Banque africaine de développement (BAD) qui se sont tenues cette année sur les bords de la lagune Ebrié.

L'embellie politique s'est poursuivie avec la rencontre Gbagbo-Alassane Ouattara. Le Chef de l'Etat et le leader du Rassemblement des républicains (RDR) se sont retrouvés pour échanger sur les voies et moyens de sortir de l'impasse politique née du report successif des élections, attendues depuis 2005.

Les responsables de l'Opération des

Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), au premier rang desquels le Représentant du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire Y.J. Choi, tout en encourageant ces contacts au sommet entre les acteurs de la crise ivoirienne, ont eux aussi, multiplié les initiatives pour sortir de la période délicate que vient de traverser le pays.

Le patron de l'ONUCI s'est ainsi entretenu avec les numéros 1 du RDR et du PDCI, le commandant de zone (COMZONE) des Forces armées des Forces nouvelles (FAFN) de Korhogo, Martin Fofié Kouakou, et avec les femmes membres des organisations de la société civile et des partis politiques (voir l'article de Juliette Amantchi en page 3).

Ce n'est pas tout. Afin de rendre compte de l'état d'avancement du processus de sortie de crise, Y. J. Choi s'est rendu à New York, où il a participé à une réunion interne de haut niveau, présidée par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban-Ki Moon.

Parallèlement aux initiatives prises localement, l'ONUCI continue d'appuyer le processus électoral. Ainsi, la liste grise, dont les travaux de conditionnement par la Commission électorale indépendante (CEI) se sont achevés le 11 mai, a été transportée d'Abidjan vers les 415 commissions électorales locales les 14 et 15 mai 2010. Cette opération a nécessité la mobilisation de moyens aériens et de véhicules, avec la participation des composantes civiles de la mission, de la police et de la Force de l'ONUCI.

La mission onusienne a également acheminé, à la demande de la CEI, des lots de formulaires et de guides méthodologiques pour le traitement des réclamations, à destination de la Vallée du Bandama (Bouaké), de la Région des Savanes (Korhogo), de la Région du Moyen-Cavally (Guiglo), du Denguélé

(Odienné), du Worodougou (Séguéla) et du Bas-Sassandra (San Pedro).

De son côté, ONUCI FM, la radio de la paix, grâce à sa couverture quotidienne du processus électoral, ses programmes spéciaux et messages, concourt à la sensibilisation et à l'information des populations qui sont appelées, pour celles qui sont concernées, à se rendre dans les comités de réclamation pour pouvoir régler les cas dits litigieux. Les efforts de sensibilisation vont s'accroître pour donner une chance à ceux qui y ont droit de figurer sur la liste électorale provisoire.

Le plaidoyer de proximité est aussi un moyen de toucher un public de plus en plus important. C'est ainsi que les Journées de l'ONUCI (JDO) à Tiémé, dans le Denguélé et à Ouangolodougou, dans la région des Savanes, ont permis d'instaurer un échange direct et franc des responsables de la mission avec les populations de la Côte d'Ivoire profonde.

A cela, il faut ajouter les nombreuses sessions de formation et ateliers à l'intention des journalistes, membres de la société civile, chefs traditionnels, agents des forces de sécurité et autres acteurs-clés des prochaines consultations. Un moyen parmi tant d'autres de promouvoir un climat électoral apaisé.

Aujourd'hui, la reprise du contentieux sur la liste grise relancée, l'ONUCI estime qu'il est important que les leçons tirées des opérations similaires soient valorisées dans cette nouvelle opération, afin d'éviter les dysfonctionnements, les arrêts et les blocages enregistrés par le passé.

Toutes choses qui permettront à coup sûr d'organiser des élections justes, transparentes et inclusives, bref, un scrutin qui répond aux normes internationales.

Y.J CHOI ÉCHANGE AVEC LES ACTEURS POLITIQUES NATIONAUX ET ASSISTE À UNE RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LA CÔTE D'IVOIRE À NEW-YORK

Avant de s'envoler pour New York le 15 mai où il a pris part à une réunion de haut niveau présidée par le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki Moon, son Représentant pour la Côte d'Ivoire, Y J Choi, a poursuivi des consultations avec les acteurs politiques pour voir dans quelle mesure l'ONUCI pourrait contribuer à donner un nouveau souffle à la dynamique électorale et surmonter en même temps l'impasse politique actuelle.

Dans cette perspective, M Choi a rencontré les présidents du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), Henri Konan Bédié, et du Rassemblement des républicains (RDR), Alassane Ouattara, avec qui il a évoqué des questions d'actualité, notamment le processus électoral et la réunification.

Il a également reçu le Président de la Coalition pour le Changement (CPC), Touré Mamadou, à qui il a expliqué le rôle d'accompagnement dévolu à la mission onusienne depuis la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou en mars 2007. La CPC projetait de faire un sit-in devant le siège de la mission pour exprimer ses inquiétudes sur le processus électoral.

Sur le volet militaire du processus de sortie de crise, le commandant des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) pour la zone de Korhogo, Tuo Fofié, a rassuré le Chef de l'ONUCI de la disponibilité des FAFN par rapport aux aspects militaires des Accords politique de Ouagadougou notamment l'encasement des ex-combattants.

Lors de ces différents entretiens, le Représentant spécial a souligné à tous, la nécessité pour les protagonistes de trouver des accords dans un esprit de compromis et dans l'intérêt national afin de poursuivre avec l'ensemble des Ivoiriens, sur la voie des déblocages pour obtenir des progrès sur le plan électoral et sur celui de la réunification. A cet égard, il s'est réjoui des contacts directs entre le Président Gbagbo et les leaders des partis politiques.



Le chef de l'ONUCI M. Choi s'entretient avec M. Bédié président du PDCI...© UN / ONUCI



...puis avec Alassane Ouattara, président du RDR © UN / ONUCI



M. Choi reçoit en audience le président de la coalition pour le changement, Touré Mamadou © UN / ONUCI

Arrivé à New York, le Représentant spécial a participé, le 20 mai, à une réunion consacrée à la situation en Côte d'Ivoire. Une semaine après, le

Conseil de Sécurité, dans sa résolution 1924 du 27 mai, a décidé de proroger d'un mois le mandat des forces impartialles.

Juliette Amantchi

L'APPUI LOGISTIQUE DE L'ONUCI AU PROCESSUS ÉLECTORAL



Les cartons contenant la liste "grise" sont remis aux CEI locales © UN / ONUCI

Le traitement des réclamations sur la liste des cas litigieux, appelé « liste grise » ou « liste barré » a débuté le 17 mai. A cette occasion l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) dont le mandat est, notamment d'accompagner la Côte d'Ivoire dans le processus de sortie de crise, a poursuivi son travail de soutien au processus électoral.

A partir du 14 mai 2010, l'ONUCI a commencé à transporter la liste grise dans les 19 régions du pays. Dans chaque région, les cartons contenant la liste ont été reçus par le responsable du bureau régional de la Commission Electorale Indépendante (CEI).

La liste dite "grise" comprend les personnes qui doivent prouver leur nationalité ivoirienne pour pouvoir figurer sur la liste électorale provisoire.

Dix régions ont commencé le même jour, la distribution vers les commissions départementales, sous-préfectorales ou locales, avec l'appui de l'ONUCI. C'est le cas, par exemple, de la Région des Lacs, où les cartons, transportés d'Abidjan par la mission, ont

été ensuite acheminés de Yamoussoukro à la sous-préfecture de Kossou, où le président du bureau électoral régional, accompagné de membres de l'ONUCI, les a remis au président de la Commission Electorale Indépendante locale.

Dans l'Agnéby, les listes de la région ont été reçues dans la ville d'Adzopé par le président de la CEI régionale, avant d'être convoyées sous escorte du bataillon jordanien à Akoupé, à Affery, Agboville et Yakassé Attobrou.

La distribution vers les commissions départementales, communales ou sous-préfectorales a également commencé le 14 mai dans les régions du Bafing, des 18 Montagnes, du Fromager, des Lagunes, du N'zi Comoé, des Savanes, du Sud-Bandama et du Sud-Comoé.

Cette opération de transport de la liste grise s'est poursuivie dans les autres régions du pays partir du 15 mai. L'ONUCI a ainsi remis la liste aux différentes CEI locales du Moyen-Cavally, du Denguélé, du Bas-Sassandra, du Worodougou, du Zanzan, de la Vallée du Bandama, de la Marahoué, du Moyen Comoé, et du

Haut-Sassandra.

La mission onusienne s'est toujours investie pour que le processus électoral aille à son terme. Ainsi déjà en novembre dernier, elle s'était chargée de transporter la liste électorale provisoire dans les différentes CEI locales du pays. La mission onusienne avait par ailleurs assuré la distribution d'ordinateurs et de générateurs de la CEI destinés aux bureaux des CEI locales, dans 26 départements à l'intérieur du pays.

Quelque 200 kits informatiques et une vingtaine de générateurs avaient alors été livrés par voie terrestre, dans les régions de la Marahoué, Worodougou, Haut-Sassandra et celle des dix huit Montagnes. Ces équipements avaient permis le bon fonctionnement des CEI locales pendant l'affichage de la liste électorale provisoire et la gestion du contentieux.

Les bureaux de la CEI à Abidjan avaient reçus leurs équipements à travers la même opération mise en place par l'ONUCI.

La Force de l'ONUCI et la police onusienne avaient, à cette occasion, assuré la protection et la sécurisation des équipements de la CEI, pendant une semaine.

Au niveau de la ville d'Abidjan, l'ONUCI avait mis des moyens logistiques à la disposition de la CEI pour le transport de son matériel et de ses agents.

La mission avait aussi transporté le matériel d'indentification dans les régions de Côte d'Ivoire. Elle compte poursuivre son action jusqu'à ce que les élections se déroulent et que la paix revienne définitivement en Côte D'Ivoire. C'est d'ailleurs à cet effet que la mission avait assuré lors d'un point de presse que l'ONUCI allait poursuivre son appui afin que la tenue des élections par les Ivoiriens se déroule dans les meilleures conditions et dans les meilleurs délais.

Michel Man

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS CÉLÉBRÉE EN CÔTE D'IVOIRE

L'*Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a commémoré, samedi 29 mai 2010, la Journée internationale des casques bleus des Nations Unies au siège de la mission à Sebroko et dans diverses villes de la Côte D'Ivoire.*

A Abidjan, au cours de la cérémonie présidée par le Représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général, Abou Moussa, l'ONUCI a rendu hommage à tous les membres militaires, civils et policiers de la mission qui ont perdu la vie en Côte d'Ivoire. « Nous avons toujours le devoir de rendre hommage à nos collègues qui sont venus pour la paix et qui ont perdu la vie », a rappelé le numéro 2 de la mission.

Dans son message pour la Journée, lu par M. Moussa, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a déclaré que « cette année, la Journée internationale des casques bleus des Nations Unies est un jour sombre. Les 14 derniers mois ont été particulièrement sanglants pour les forces de maintien de la paix des Nations Unies. »

De nombreuses tragédies ont, en effet, frappé les forces onusiennes à travers le monde, coûtant la vie à 121 membres de ces forces au Soudan, en Afghanistan, en Irak et en Haïti.

Selon le Secrétaire général des Nations Unies, « la mission de stabilisation des Nations unies en Haïti (Minustah) a perdu 96 soldats de la paix ». Toutefois, il a fait remarquer que « ce jour sombre [du séisme en Haïti] est aussi devenu l'une des journées les plus glorieuses de l'organisation car les femmes et les hommes de la Minustah ont mis de côté leurs traumatismes, remis [...] la mission sur pied et aidé la population de Haïti à faire face aux horribles conséquences de la catastrophe ».

La cérémonie au siège de l'ONUCI a été marquée par la levée des drapeaux de Côte d'Ivoire et des Nations Unies, le dépôt de gerbes de fleurs en hommage aux soldats de la paix disparus, la lecture de leurs noms et une exposition de photos consacrées au travail des



Les soldats de la paix lors des cérémonies très sobres organisées à travers le monde le samedi 29 Mai © UN / ONUCI

soldats de maintien de la paix en Côte d'Ivoire.

A Yamoussoukro, la journée a été pour les autorités de la capitale administrative de Côte d'Ivoire, l'occasion de saluer les actions posées par les casques bleus. Selon le Représentant du Maire, Djaha Lucien Koffi, « les contingents bangladais et sénégalais ont réussi au fil des années à s'intégrer dans la famille ivoirienne, au point où lorsque nous ne les voyons pas, nous nous inquiétons, car leur présence nous rassurent, nous apaisent et nous sécurisent. »

A Korhogo la cérémonie hommage, à laquelle ont participé les autorités administratives et militaires, a été marquée par le défilé des casques bleus, la visite des stands des sections de l'ONUCI et des agences des Nations Unies, la projection d'un film sur les activités des casques bleus et un match de football qui opposait le bataillon nigérien aux enseignants du secteur Montagne de Korhogo.

A Divo, Guiglo et Adzopé c'est aussi par des activités sportives que la journée d'hommage aux casques bleus a été célébrée. A Divo, le match de football qui opposait l'équipe du contingent marocain (Morbatt) à celle des professeurs du Collège Ehoulé James, a été marqué par la lecture de messages de paix. A Adzopé, les autorités de la ville ont rendu hommage à l'ONUCI.

Selon Sylva Kouakou, Chef de sport à la Maison des jeunes et de la culture, « la présence de l'ONUCI a considérablement renforcé la confraternité entre les jeunes d'Adzopé par des initiatives sportives pour la paix et la non-violence chez les jeunes et les femmes. Ces initiatives sont louables et sont à l'origine de la confiance que la population porte à l'ONUCI »

Il faut noter que l'ONUCI a perdu 25 militaires, 10 civils et 9 policiers entre 2004 et 2010.

JOURNÉES DE L'ONU CI : OUANGOLODOUGOU ACCUEILLE LA MISSION ONUSIENNE DANS L'ALLÉGRESSE

Ouangolodougou, ville carrefour à la frontière du Mali et du Burkina Faso a accueilli du 11 au 13 mai 2010, la 7ème édition des Journées de l'ONU CI. Les populations mobilisées et enthousiastes, ont durant trois jours communiqué et échangé avec les membres des différentes sections de l'ONU CI venus leur expliquer le mandat, le rôle et les activités de la Mission et recueillir leurs préoccupations.

A leur tour, les habitants de Ouangolodougou, ville constituée de plusieurs communautés locales et étrangères, ont, à travers chants et danses, fait ressortir le riche patrimoine culturel sénoufo, malinké et moré, signe d'une parfaite entente et d'une harmonie.

Avant toute activité, le chef de la délégation de l'ONU CI, Hamadou Touré, qu'accompagnaient les représentants des sections de la mission, a eu une séance de travail avec le corps préfectoral du Département, qui lui a ouvert officiellement les portes de la ville. La délégation, accompagnée des officiels du département, s'est ensuite rendue au Centre de santé, où l'équipe médicale du bataillon nigérien déployé à Ferkessédougou, conduite par le Lieutenant Colonel Adam Ibrahim Moussa, a assuré des consultations et des soins médicaux



Les Journées de l'ONU CI ont commencé par des consultations médicales © UN / ONU CI

gratuits à plus de trois cents personnes. Le Directeur du centre de santé, le Dr Sahande Vakaba, visiblement satisfait de cette action, a noté l'importance de cette journée pour les patients, qui n'ont pas toujours les moyens financiers nécessaires pour se soigner. La majorité des habitants de Ouangolodougou sont des cultivateurs d'ignames, de coton et d'anacarde.

Non loin de là, à la salle de conférence de la mission catholique, les journalistes de presse, de radio et télévision de la région des Savanes, ont participé à un atelier sur

la contribution des correspondants de presse à un environnement électoral apaisé. M Touré a relevé le rôle essentiel des médias pour aider à la restauration d'une paix durable dans ce pays. Il a également mis en exergue le programme d'appui aux médias mis en place par la mission, en collaboration avec le Ministère de la Communication et l'organisation socioprofessionnelle du secteur des médias. Les journalistes ont, à l'unanimité, salué ces échanges francs et directs au cours desquels ils ont pu partager leurs expériences et se sont engagés d'une part, à pratiquer leur métier dans le respect de l'éthique et de la déontologie. Ils ont sollicité auprès de l'ONU CI, la multiplication de telles rencontres.

Les autres piliers, notamment le groupe des Chefs traditionnels et religieux, les Femmes ainsi que les Jeunes participaient, de leur côté, à des travaux en ateliers sur leur contribution à un environnement électoral apaisé.

La conférence de presse et le forum d'échanges ont marqué la deuxième étape des Journées de l'ONU CI à Ouangolodougou. Tout comme les précédentes activités, la mobilisation des habitants a été fort remarquable. Ponctué de chants et de danses, le forum a été une occasion de magnifier la paix et de célébrer l'union. Le préfet du département, Tiakoué Adjé, a



L'ONU CI a financé les travaux d'une école de six classes © UN / ONU CI

souligné le rôle essentiel de la femme en tant que partenaire et mère pour sensibiliser et informer époux et enfants à un environnement électoral calme et paisible. Le même jour, à 15 km de Ouangolodougou, les habitants de Kawara ont reçu dans la ferveur la délégation de l'ONUCI, le corps préfectoral et les autorités administratives de la région, venus visiter l'Ecole primaire publique.

Construit en 1957, l'établissement avait quelque peu subi l'usure du temps. Sollicitée, l'ONUCI a financé des travaux de cette école de six classes d'un coût de 8 500 000 FCFA, dans le cadre de ses projets à impact rapide destinés à améliorer le bien-être des populations défavorisées. Kawara abrite la plus vieille mosquée de la région ; vieille de 700 ans, elle fait la fierté de ses 13 000 habitants.

Retour à Ouangolodougou

Sur la place animée et colorée du Centre culturel, les enfants, les jeunes et les femmes ont massivement pris part à l'émission le Club des auditeurs. Ils ont discuté des activités spécifiques de la région, des difficultés et de leurs attentes.

La dernière journée a été marquée par des activités sportives, à commencer par un cross populaire dans les rues principales de la ville. Deux matchs de football opposant deux équipes féminines et deux équipes masculines ont enthousiasmé le public. Au cours de ces rencontres, les athlètes ont relayé des messages de paix, de fraternité, d'union, de respect, de fair-play et de tolérance, notions essentielles aussi bien en sport qu'en période électorale.

Les prestations artistiques ont mis un terme à ces Journées. Prenant des airs de bal populaire, humoristes, chanteurs ont rivalisé de talent et distillé des messages appelant les populations à maintenir la cohésion sociale.

Les lampions se sont éteints tout doucement sur la paisible cité de Ouangolodougou où pendant trois jours, les populations auront appris à mieux connaître l'ONUCI, ses activités et ses responsabilités.

Juliette Amantchi



L'ONUCI distribue de l'eau à la population © UN / ONUCI



Les Journées ont pris fin par les activités sportives...© UN / ONUCI



...et un concert en plein air © UN / ONUCI

ODIENNE, KOFFIKRO ET TIASSALE BÉNÉFICIENT DES PROJETS À IMPACT RAPIDE DE L'ONUCI



La section Affaires civiles a remis aux populations les édifices réhabilités © UN / ONUCI

La Section des Affaires civiles de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a eu un mois de mai 2010 rempli. En effet, cette Section chargée des projets à impact rapide (QIPs), a procédé à la remise officielle de plusieurs édifices qu'elle a contribué à réhabiliter.

Il s'agit notamment du Centre de documentation et d'archivage, offert au Département d'Odienné, à 713 km au nord d'Abidjan. Ce projet, d'un coût d'environ 10 millions de FCFA, comprend une salle de documentation et un bloc de cinq sanitaires.

Pour le responsable de la Section des Affaires civiles à Odienné, Ildefonse Nduwimana, l'ONUCI, à travers ce don, veut contribuer à améliorer les conditions de vie et de travail des fonctionnaires d'Odienné. La contribution de l'ONUCI a été hautement appréciée par le Secrétaire exécutif national du Comité national de pilotage du redéploiement de l'Administration (CNPRA), Ebenezer Guébo Dja, pour qui « les efforts consentis par l'ONUCI ont aidé le CNPRA à créer un environnement favorable à la reprise de

service dans les zones Centre-Nord-Ouest (CNO), à la réhabilitation et l'équipement des édifices publics ».

10 jours auparavant, la Section des Affaires civiles avait procédé, dans la sous-préfecture de Bingerville, à la remise d'une école de trois classes à Koffikro. L'Ecole Primaire Publique de Koffikro, que les habitants du village avaient commencé à bâtir, a pu être achevée grâce un financement de FCFA 8.502.000 de l'ONUCI dans le cadre de son Programme de projets à impact rapide.

L'établissement rénové va désormais pouvoir accueillir près de 180 élèves. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Steven Ursino, en inaugurant ces classes, a rappelé que ce projet « s'inscrivait dans le cadre des efforts de l'ONUCI à accompagner les Ivoiriens dans le processus de sortie de crise en contribuant à créer un environnement propice à la consolidation de la paix et la tenue d'élections dans la paix ».

Les habitants de Koffikro, réunis au sein

d'un conseil de développement, avaient commencé la construction de l'école, avant de demander à l'ONUCI de les aider à la terminer, ce qui a été fait en trois mois par le bataillon togolais. Le Colonel Ali Nadjombé, commandant de TOGOBATT 12, a indiqué que son équipe a été fière de contribuer à ce projet car celui-ci répondait à l'un des objectifs du développement que prônent les Nations Unies, à savoir l'éducation primaire pour tous.

Le représentant de la notabilité de Koffikro, Amoh Hogba, a rendu hommage à l'ONUCI qui mettait ainsi un terme à la détresse de la population et des élèves. «Ce beau cadeau, nous devons l'entretenir et l'utiliser de façon rationnelle afin que sorte de cette école, les élites de demain», a-t-il souligné.

Toujours dans les environs d'Abidjan, plus précisément à Tiassalé, un centre de conseil et de dépistage volontaire du VIH/SIDA, cofinancé par l'ONUCI à hauteur de FCFA 8,6 millions, a été inauguré le 6 mai 2010.

Dorcella Bazahica, chef de l'Unité VIH/SIDA de l'ONUCI a saisi l'occasion pour inviter les habitants à connaître leur statut sérologique. Elle a en outre exhorté les femmes, en particulier les femmes enceintes, à participer au dépistage volontaire.

Le Représentant résident de l'ONUSIDA, Claire Mulanga, a appelé la population à s'approprier pleinement le nouveau centre de dépistage.

Pour sa part, le Maire de Tiassalé, Lambert Yapi, a exprimé la gratitude des habitants de sa cité à l'endroit de l'ONUCI pour les nombreuses initiatives que la mission y a développées depuis 2005. Il a souhaité que le partenariat avec l'ONUCI se renforce davantage pour le bien-être de la population.

Marie-Mactar Niang

LES CHEFS TRADITIONNELS S'IMPRÈGNENT DES MÉCANISMES DE GESTION DES CONFLITS

Comment faire face aux conflits intercommunautaires? Quels sont les divers types de conflits? Comment aborde-t-on les conflits? Quels sont les approches à utiliser pour les gérer? Quel est l'importance des attributs et comportements du chef, et de ses relations avec ses administrés? Autant de questions traitées, parmi d'autres, lors de trois séminaires sur la prévention et la gestion des conflits, organisés au mois de mai par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) dans le cadre de ses efforts visant à contribuer à un environnement électoral apaisé.

Plus d'une centaine de personnes, essentiellement des chefs traditionnels, ainsi que des représentants d'ONG, ont pris part aux séminaires, organisés dans les villes de Lakota, Toubia et Yamoussoukro par la Division des Affaires Civiles en collaboration avec le Bureau de l'Information publique.

L'objectif de ces formations était de créer un cadre d'échanges et de réflexion sur les moyens de prévenir et de régler les conflits et d'aider les chefs traditionnels à faire face aux défis auxquels ils sont confrontés en cette période de sortie de crise, selon Mme Cecilia Piazza, chef de la section des Affaires civiles.



Les chefs traditionnels étaient nombreux aux différents séminaires initiés par l'ONUCI à leur intention © UN / ONUCI

Chacun des séminaires était organisé autour de présentations, suivies de discussions, sur deux thèmes : « la problématique et les techniques de prévention et de gestion des conflits », et « les fondements culturels et stratégiques en matière de prévention et de gestion des conflits ». Plusieurs sous-thèmes ont été traités, dont la définition du conflit, les modalités de désignation des chefs, et les rôles du chef, ainsi que de la femme, dans la

gestion des conflits.

Les chefs traditionnels sont le premier maillon de l'administration territoriale et à ce titre, ils sont investis de la même mission que les autorités administratives pour l'encadrement des populations, selon le Préfet de Lakota, Kpan Droh. Ils ont ainsi un rôle-clé à jouer dans le maintien d'un environnement paisible dans leur communauté, d'où la décision de l'ONUCI de renforcer leur capacité en matière de prévention et gestion des conflits. « Nous souhaitons tous une Côte d'Ivoire réconciliée avec elle-même dans un climat de cohésion sociale renforcée entre les communautés », a expliqué Mme Piazza lors d'un des séminaires.

Au cours du dernier séminaire, qui a eu lieu à Lakota, les participants ont planché sur un cas réel, celui d'une localité de la région qui avait du mal à s'accorder sur le choix d'un chef. L'étude de ce cas pratique a permis aux séminaristes de faire des propositions concrètes sur la base des outils mis à leur disposition par les formateurs.



Une vue des seminaristes © UN / ONUCI

L'ONUCI SENSIBILISE LES FEMMES SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET LA PROMOTION D'UN ENVIRONNEMENT ELECTORAL APAISE

Dans le cadre des activités de plaidoyer et de sensibilisation que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) organise à travers le pays, une large place a été faite courant mai 2010, à la sensibilisation des femmes.

Qu'il s'agisse de la lutte contre les violences sexuelles, du combat contre l'impunité, d'une meilleure vulgarisation de la Résolution 1820 du Conseil de sécurité de l'ONU, de la formation aux techniques de leadership ou encore de l'instauration et du maintien d'un environnement électoral apaisé, les femmes ont obtenu l'appui de l'ONUCI. Il s'agit notamment des femmes de Korhogo, de Vavoua et de Dimbokro, qui ont accueilli dans cette perspective, la mission onusienne

Ainsi, le 20 mai dernier, à Korhogo, à 580 km au nord d'Abidjan, les acteurs et actrices de la lutte contre les violences sexuelles ont pu participer à un atelier de formation et de sensibilisation sur les mesures d'application de la résolution 1820 comme moyen de lutter efficacement contre ces abus. Les travaux, organisés par l'ONUCI, ont porté sur le thème de « l'application de la Résolution 1820 ».

A ce propos, Yacouba Doumbia de l'Unité Genre de l'ONUCI et facilitateur de la séance de formation, a axé son intervention sur la problématique des violences sexuelles en Côte d'Ivoire et la Résolution 1820 comme moyen de lutte contre ces pratiques en période de conflit et de post-conflit.

Cette initiative a fait le bonheur des participants comme l'a admis Ahmed Koné de l'Association des Femmes pour la Santé Familiale et Communautaire (AFESFAC). Selon lui, cette formation a permis de consolider les liens entre les structures et améliorer la lutte contre les violences sexuelles et l'impunité qui en découle. « Le manque de synergie entre



Les femmes prêtes à lutter contre les violences sexuelles © UN / ONUCI

les acteurs était de nature à fragiliser nos actions sur le terrain », a-t-il expliqué. Pour le sous-lieutenant Aman Kouassi Guillaume du Centre de Commandement Intégré (CCI), la présence du Commissariat mixte à cette formation visait à rassurer les populations et démontrer la volonté des pouvoirs publics de contribuer à faire cesser l'impunité. Pour leur part, les femmes ont émis le souhait que le contenu de cette formation et de la Résolution 1820 soit mieux vulgarisé par les membres de la Plateforme de lutte contre les violences basées sur le genre.

A Vavoua, localité située à 500 km au Nord-Ouest d'Abidjan, une formation aux techniques de leadership a été organisée, le 18 mai dernier, par l'Unité Genre et la Division de l'Assistance électorale de l'ONUCI suite à une recommandation faite lors d'un atelier des femmes tenue à l'occasion des Journées l'ONUCI (JDO) en décembre 2009.

Durant trois jours, une quarantaine de femmes issues des organisations de la société civile, des partis politiques et de différentes communautés ethniques ont été formées aux techniques de leadership et de mobilisation des

femmes, aux méthodes de gestion des organisations féminines, à la prévention et à la gestion des conflits. Elles ont également évoqué leur rôle dans le processus électoral. Selon Tra Siagbe de l'Unité Genre, cette formation avait pour objectif de « renforcer les capacités des membres des organisations féminines de Vavoua en vue de les amener à mieux s'organiser pour gérer elles-mêmes leurs organisations et accroître également leur participation aux prises de décisions ».

A Dimbokro, à 65 km à l'Est de Yamoussoukro, 105 femmes appartenant à différents groupes et associations de la ville ont participé, le 12 mai à une sensibilisation menée par l'ONUCI sur l'instauration et le maintien d'un environnement électoral apaisé. Marie Puchon, chargée de l'Information au bureau de l'ONUCI à Yamoussoukro, a saisi cette occasion pour rappeler aux femmes une recommandation de la mission : s'impliquer davantage dans le renforcement de la cohésion sociale au sein des familles, des quartiers et des corporations afin que les prochaines élections se passent dans un climat de non violence.

Marie-Mactar Niang

BANGOLO, BONDOUKOU, DIVO ET DUEKOUÉ JOUENT POUR LA PAIX

Le sport comme moyen de prévention des conflits ou d'affermir la cohésion sociale. L'idée n'est pas nouvelle. L'organisation des Nations Unies (ONU) a depuis longtemps intégré le sport dans ses actions de mobilisation pour la cause de la paix.

En prévision des prochaines consultations électorales, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) organise régulièrement sur l'ensemble du territoire ivoirien des rencontres de football pour promouvoir un environnement électoral apaisé. Bangolo, Duékoué, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, Divo au sud et Bondoukou, dans la région du Zanzan, au nord-ouest de la Côte d'Ivoire, ont accueilli ces manifestations populaires les 22 et 29 mai.

A Duékoué, le chef de la délégation de l'ONUCI, Séverin Agbonoukon, a expliqué que l'organisation du tournoi dans cette ville de l'Ouest de la Côte d'Ivoire visait à rassembler les communautés et à favoriser leur interpénétration.

Le Maire de la ville, Victor Tikpao a demandé aux populations de véhiculer des messages de paix dans leur foyer et leur communauté, pour que la Côte d'Ivoire puisse se relever de la crise dans laquelle elle vit depuis près de huit ans.

Le tournoi de football a opposé quatre équipes masculines venues des localités de Guiglo, Guehieby, Guezon et Duékoué. Un match de gala féminin a précédé la finale, qui s'est terminée par la victoire de Duékoué sur Guiglo, par 2 buts à 0.

Au chef-lieu de la région du Sud-Bandama, un tournoi dénommé « l'ONUCI et Divo jouent au football pour un environnement électoral apaisé » a vu, chez les femmes, la victoire des Forces de Défense et Sécurité (FDS) sur l'équipe Collectif de la société civile par un score de 1 but à 0. Chez les



Les tournois de football pour un environnement apaisé sont devenus un vecteur de paix
© UN / ONUCI

hommes, les professeurs ont battu les FDS à l'issue des tirs aux buts après les 90 minutes réglementaires, qui s'étaient soldées par un score nul et vierge.

Au nom du comité d'organisation, le commandant de la compagnie de gendarmerie du Sud Bandama, le capitaine Basile Danho s'est félicité de l'engouement constaté et a loué cette initiative de l'ONUCI qui, à un moment crucial de l'avenir de Côte d'Ivoire, venait calmer les douleurs des populations.

Le Directeur régional de la jeunesse, du sport et de la salubrité urbaine, Athanase Otchoumou, qui présidait l'événement, a estimé que l'ONUCI avait atteint son objectif qui était de créer un environnement électoral apaisé à Divo. « Les messages de paix lus par les capitaines des différentes formations sportives nous ont largement édifiés sur les capacités du sport en matière de cohésion sociale nécessaire à un environnement électoral apaisé », a-t-il lancé.

A Bangolo, la finale de football Maracana s'est achevée chez les femmes par la victoire de Vonkao face à

la Jeunesse unie du Plateau, alors que chez les hommes, Flamenco a eu raison de Maracana Club, à l'issue de la séance des tirs aux buts. Le Maire résidant de la ville, Mamadou Touré, qui assistait à la manifestation, a estimé que l'ONUCI, à travers son tournoi de football auquel ont participé toutes les communautés, « était venue recoudre les blessures occasionnées par le conflit ». Le Sous-préfet, Richard Zenin Bi, a demandé aux populations de cultiver comme les sportifs, l'esprit de fair-play dans la vie de tous les jours.

A Bondoukou, c'est l'équipe de Koun-Fao qui a brandi le trophée de la paix en battant Yézimala sur le score d'un but à zéro sur le terrain de la Place de la culture, le samedi 29 mai, devant un public sorti massivement. Une occasion pour Victor Gnanngbi Diby Victor, Premier Secrétaire Général de la Préfecture du département, de louer les efforts de l'ONUCI pour instaurer la paix, mais aussi de rendre hommage aux casques bleus morts pour la paix dans le monde et particulièrement en Haïti.

Salvator Ndabazerutse, Joseph Wabatinga, Samy Passalet et Pierre Aby

LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES PARTIS POLITIQUES DE KORHOGO PARTICIPENT À LA VULGARISATION DU GUIDE PRATIQUE DES ÉLECTIONS

Plus d'une centaine de représentants locaux de partis politiques, d'associations de jeunes et de femmes, ainsi que des leaders communautaires, des dignitaires religieux et des responsables d'ONG, ont participé le 20 mai 2010 à Korhogo, à 580 au nord d'Abidjan, à un atelier de présentation et de distribution du « Guide pratique des actes de justice », organisé par l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en collaboration avec L'ONG Transparency Justice et l'Ambassade du Canada.

A cette occasion, Margaret Anaminyi, Point focal de l'ONUCI à Korhogo et Représentante du Coordonnateur du secteur Est de l'ONUCI à la cérémonie, a indiqué aux participants qu'il était vraiment utile d'informer la population sur le délai de la délivrance de certains documents dont elle aura besoin, en cette période de reprise du contentieux sur la liste dite grise.

Soulignant l'appui de l'ONUCI à toutes les initiatives de sortie de crise, Corbeil Siakam Techumani, de la Section Etat de droit, a rappelé que la Côte d'Ivoire, dans la perspective de sortie de crise et surtout de la reconstruction post crise, doit renforcer et moderniser son cadre légal afin de faciliter l'accès à la justice de tous les justiciables. Pour lui, chaque individu doit pouvoir connaître le système judiciaire et ses droits quel que soit son niveau d'éducation. La restauration de l'Etat de droit doit donc passer, aux dires de l'expert de l'ONUCI, par l'information que la population doit avoir par rapport aux actes de justice.

Selon le juge Laurent Malan Ehounou Kan, Président de Transparency Justice, l'objectif du guide, qui traite de 27 actes juridictionnels et actes administratifs, est de vulgariser la



Une vue de la tribune des intervenants au cours de l'atelier de présentation et de distribution
© UN / ONUCI

connaissance de l'appareil judiciaire ivoirien à travers des actes usuels qu'il délivre.

Mieux le citoyen est formé, a-t-il précisé, « plus il est enclin à protéger le droit s'il est violé et mieux il est enclin à participer aux activités de la cité. »

Pour sa part, le secrétaire général de Préfecture, M. Famy René Kouamé, a affirmé que le développement d'un pays s'appuie sur une justice forte et indépendante et une justice qui garantit le droit des citoyens et qui protège leur bien.

Les participants ont ensuite eu droit à deux communications, l'une de Corbeil Siakam Techumani sur l'accès à la justice et l'autre du juge Laurent Manlan Ehounou Kan sur le « Guide pratique des actes de justice ».

Présent à la cérémonie, M. Charlemagne Dah Roger, procureur de la République près le Tribunal de première Instance de Korhogo a, de

son côté, souhaité que les points focaux désignés au niveau de la localité puissent être le relais de cette action de Transparency Justice, à l'effet d'informer le plus grand nombre de justiciables.

L'ONG Transparency justice, dans le cadre de ses activités a bénéficié d'un financement de l'ONUCI pour l'exécution de son projet dénommé «Edition des actes justice» dans les villes de Daloa, Bouaké et Korhogo.

C'est dans cette perspective que des ateliers similaires de vulgarisation du guide pratique des actes de justice ont eu lieu à Daloa le 28 avril, et à Bouaké le 29 avril 2010.

Cet appui participe de l'accomplissement d'un pan important de la mission que s'est assignée l'ONUCI qui est d'aider le gouvernement ivoirien à rétablir l'autorité du système judiciaire et l'Etat de droit en Côte d'Ivoire.

Bakary Bakayoko

